

BRÉSIL

Des militants paysans de nouveau attaqués dans le sud de l'État du Pará

Index AI : AMR 19/021/01

“ Les meurtres du syndicaliste José Pinheiro de Lima et de sa famille ne sont que les dernières en date d'une série de graves atteintes aux droits humains, commises dans le cadre du harcèlement croissant auquel sont en butte les militants ruraux et les paysans sans terres dans le sud de l'État du Pará ”, a déclaré ce jour (mercredi 11 juillet 2001) Amnesty International.

José Pinheiro de Lima, sa femme et leur fils âgé de quinze ans ont été tués par des hommes armés à leur domicile à Morada Nova, non loin de Marabá, le 9 juillet – cinq jours seulement après qu'un autre travailleur agricole, Manoel Messias Colono de Souza, eut été abattu dans une ferme occupée par des paysans sans terre, également dans les environs de Marabá.

“ Les autorités ne font rien contre ces tueurs et ne prennent aucune mesure en vue de protéger les paysans sans terre et les militants ruraux, même lorsqu'ils font l'objet de menaces répétées ”, a fait observer Amnesty International.

D'après les informations recueillies, au moins 129 travailleurs agricoles ont été

arrêtés depuis avril 2001 dans l'État du Pará, et on estime à 1 500 le nombre de familles qui ont été expulsées de terres qu'elles occupaient. La situation s'est dégradée après que des propriétaires terriens eurent apparemment demandé aux autorités de cet État de les aider à régler la question de l'occupation de certains terrains.

Au cours d'une de ces expulsions, dans la fazenda (propriété) de Bannach, située dans la municipalité du même nom, des membres de la police militaire ayant pris part aux opérations auraient retiré le nom qui figurait sur leur tenue, rendant ainsi impossible leur identification.

Amnesty International note avec une vive inquiétude que par le passé, les opérations menées par la police dans des circonstances similaires ont débouché sur de nombreux homicides de militants, tels que ceux de 19 paysans sans terre tués à El Dorado dos Carajás en 1996.

“ Certains progrès récemment accomplis dans le cadre de procédures judiciaires relatives aux homicides de militants paysans ont fait naître l'espoir que la tolérance et l'impunité dont bénéficient de longue date les auteurs de ce type de crimes puisse prendre fin ”, a indiqué Amnesty International, en faisant référence à la condamnation en juin 2000 d'un

propriétaire terrien, reconnu coupable du meurtre du syndicaliste Expedito Ribeiro de Souza, tué dans le sud de l'État du Pará en 1991.

“ Néanmoins, la situation de plus en plus critique à laquelle sont confrontés les militants ruraux et les paysans sans terre dans le sud de cet État semble indiquer que sur ce terrain, les autorités font un pas en avant puis trois pas en arrière ”, a ajouté l'organisation.

Amnesty International exhorte les autorités brésiliennes, et plus particulièrement celles de l'État du Pará, à veiller à ce que toutes les violations des droits humains commises contre des travailleurs agricoles donnent lieu à des enquêtes exhaustives et indépendantes, et à ce que les responsables présumés soient traduits en justice.

“ Les autorités doivent délivrer un message clair : les homicides et les actes de harcèlement commis contre des paysans sans terre ou des militants ruraux ne seront pas tolérés, a souligné l'organisation de défense des droits humains. Le procès à venir des fonctionnaires présumés responsables du massacre d'El Dorado permettra de juger de la détermination des autorités brésiliennes à garantir le respect des droits fondamentaux de tous les Brésiliens. ” ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>